



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

2018

RÉSUMÉ

LA SITUATION
**MONDIALE DE
L'ALIMENTATION ET
DE L'AGRICULTURE**

**MIGRATIONS, AGRICULTURE
ET DÉVELOPPEMENT RURAL**

TABLE DES MATIÈRES

Cette brochure contient les principaux messages et le contenu de la publication

La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2018.

La numérotation des tableaux et des figures correspond à ladite publication.

MESSAGES CLÉS DU SOFA 2018	4		
AVANT-PROPOS	5		
RÉSUMÉ	10		
Les migrations participent de l'évolution des sociétés	10		
▶ FIGURE 5 Migrants internationaux, par origine et par destination – 1990, 1995, 2000, 2005, 2010 et 2015	11		
Les migrations rurales jouent un rôle central dans la transformation économique	11		
▶ FIGURE 2 Représentation schématique des flux migratoires étudiés dans le rapport	12		
Les migrations internes s'effectuent souvent à partir ou en direction d'une zone rurale, mais sont également liées aux migrations internationales	13		
▶ FIGURE 12 Part des individus qui ont migré et de ceux qui n'ont pas migré, en fonction du type de zone dans lequel ils résidaient pendant l'enfance et de leur situation actuelle (sur la base d'un échantillon de 31 pays)	14		
▶ FIGURE 9 Part de la population qui prévoit de migrer à l'étranger au cours des 12 mois suivants, par groupe de pays (classés en fonction de leur niveau de revenu) et selon que les individus ont déjà migré au niveau interne ou non (migrants ou non-migrants) (2013)	15		
		Les enjeux et les perspectives migratoires dépendent de la situation des pays, notamment en matière de développement	14
		▶ FIGURE 3 Typologie des profils de pays fondée sur les facteurs qui sous-tendent les migrations rurales (développement, gouvernance et dynamiques démographiques rurales)	16
		Il est nécessaire de connaître les causes des migrations pour élaborer des stratégies visant à améliorer les moyens d'existence et à assurer une transformation économique inclusive	17
		Les migrations peuvent avoir diverses incidences sur les zones rurales	19
		▶ FIGURE 24 Voies d'impact de la migration	19
		▶ FIGURE 28 Part des revenus agricoles dans les revenus totaux des ménages ruraux recevant des envois de fonds internationaux	20
		▶ FIGURE 18 Répartition des réfugiés par type de zone, dans le monde et pour différentes régions (2016)	22
		Rendre les migrations bénéfiques à tous	23
		Améliorer la contribution des migrations au développement	25

MESSAGES CLÉS DU SOFA 2018

1 Les migrations, malgré les difficultés qu'elles peuvent poser, font partie intégrante du développement économique, social et humain et permettent de réduire les inégalités tant à l'intérieur des pays qu'entre les pays.

2 Tous les pays sont, à un moment donné de leur développement, une région de départ, d'arrivée ou de transit de flux migratoires internationaux, parfois les trois en même temps.

3 À l'échelle mondiale, l'ampleur des migrations internationales est nettement moindre que celle des migrations internes: dans les pays en développement, ces dernières concernent plus d'un milliard de personnes.

4 Les flux migratoires internationaux et les flux migratoires internes ont des facteurs communs et forment un système intégré: ainsi, dans les pays à faible revenu, les migrants internes sont cinq fois plus susceptibles d'émigrer à l'étranger que les personnes qui n'ont jamais migré.

5 Dans les régions en développement caractérisées par un taux d'urbanisation élevé, les migrations rurales – quelle que soit leur forme – représentent au moins 50 pour cent des déplacements internes. En Afrique subsaharienne, leur part est supérieure à 75 pour cent.

6 L'émigration rurale peut être source de diversification des revenus et constituer un mécanisme d'adaptation à des facteurs de pression sur l'environnement à évolution lente, comme les graves pénuries d'eau. Cependant, les populations les plus pauvres, qui sont les plus touchées par les obstacles à la mobilité, ont rarement la possibilité de migrer.

7 En situation de crise prolongée, les zones rurales accueillent de nombreuses personnes déplacées, ce qui crée de nouvelles difficultés susceptibles d'avoir des répercussions. Les difficultés peuvent être atténuées par la mise en place de politiques de développement rural axées sur l'intégration économique et sociale des migrants. Ces politiques peuvent bénéficier aussi bien aux personnes déplacées qu'aux régions qui les accueillent.

8 Dans de nombreux pays développés, les migrants peuvent contribuer à réduire la pénurie de main-d'œuvre qui touche les activités agricoles à forte valeur se prêtant peu à la mécanisation, mais leur intégration est parfois difficile, pour eux-mêmes comme pour les pays hôtes. Instaurer et appliquer des réglementations et des programmes visant à protéger les droits des migrants en matière d'emploi peut permettre d'améliorer leurs conditions de travail.

9 Il est essentiel d'assurer la cohérence entre les politiques migratoires et les politiques agricoles et de développement rural si l'on veut faire en sorte que les migrations soient sûres, ordonnées et régulières. Les politiques ne doivent pas viser à réduire ou à accélérer les flux migratoires, mais à optimiser leurs bienfaits économiques et sociaux tout en réduisant au maximum les difficultés auxquelles sont confrontés les migrants et les sociétés.

10 Les priorités des politiques de migration rurale dépendent de la situation des pays, en constante évolution: les pays en proie à une crise prolongée, les pays confrontés à des difficultés en matière d'emploi des jeunes ruraux, les pays en transition économique et démographique ou encore les pays développés ayant besoin de main-d'œuvre immigrée auront des priorités différentes.

AVANT-PROPOS

Dans les débats qui agitent le monde, que ce soit dans les pays ou au niveau international, peu de sujets attirent plus l'attention et font plus controverse que les migrations. Du fait des préoccupations grandissantes liées au nombre croissant de migrants et de réfugiés qui traversent les frontières, l'essentiel de cette attention se porte sur les migrations internationales, qui sont devenues un enjeu prioritaire au niveau international. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les objectifs de développement durable (ODD) qui y sont énoncés reconnaissent clairement l'importance des migrations, les défis qu'elles représentent et les possibilités qu'elles offrent. La cible 10.7 des ODD appelle à faciliter les migrations de façon ordonnée, sûre et responsable. Il n'est pas anodin que cet appel soit inscrit sous l'ODD 10 (réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre). Il s'agit là d'une reconnaissance claire des aspects positifs des migrations et du rôle qu'elles peuvent jouer dans la réduction des inégalités. En septembre 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté la Déclaration de New York pour les réfugiés et les migrants, et a fait un pas de plus en lançant le processus d'élaboration de deux pactes mondiaux, l'un pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et l'autre sur les réfugiés.

Malheureusement, le débat sur les migrations porte essentiellement sur les aspects négatifs du phénomène. Il est souvent fait abstraction de sa complexité, et les possibilités nouvelles qu'offrent les migrations ne sont pas pleinement reconnues. Dans son rapport *Rendre les migrations bénéfiques à tous*, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies constate que les «discours politiques concernant les migrations prennent trop souvent une tournure xénophobe» et insiste sur la nécessité de mener le débat sur les migrations de façon respectueuse et réaliste. Il appelle aussi l'attention sur le fait que les migrations «constituent un moteur de la croissance économique, de l'innovation et du développement durable». L'enjeu fondamental, selon le Secrétaire général, est de tirer le meilleur parti des migrations tout en veillant à ce que migrer ne soit jamais un acte désespéré.

Débattre de la question des migrations de façon plus réaliste et plus sereine nécessite de bien comprendre le phénomène: ce qu'il est, son ampleur, ses facteurs déterminants et ses répercussions. C'est indispensable pour agir au mieux face aux défis et aux

possibilités que présentent les migrations. Tel est l'objet du présent rapport, qui vise à donner un éclairage à la fois sur les migrations internes et sur les migrations internationales, en se plaçant du point de vue de la FAO.

Il faut d'abord saisir la grande diversité des situations de migration. Il s'agit d'un phénomène complexe, aux multiples facettes, depuis les migrations de plein gré – des individus choisissent de partir à la recherche de meilleures perspectives – jusqu'aux migrations forcées – des individus partent pour échapper à des situations qui mettent leur vie en danger, du fait de conflits ou de catastrophes. Ces deux formes de migration sont déterminées par des facteurs différents et n'ont pas les mêmes répercussions, et elles nécessitent des approches différentes, au moins en partie. On trouve entre ces deux extrêmes des situations dans lesquelles le choix et la contrainte entrent à des degrés divers dans la décision de migrer. C'est typiquement le cas des processus à évolution lente tels que l'accumulation des effets du changement climatique, dans lesquels des personnes arrivent à un moment donné à la conclusion que migrer est le meilleur choix qui s'offre à elles.

L'attention porte essentiellement sur les migrations internationales, mais le présent rapport montre bien que cette forme de migration n'est qu'un aspect d'une problématique bien plus vaste qui inclut aussi les migrations à l'intérieur des pays, et que ces migrations internes sont un phénomène d'une ampleur bien plus grande que les migrations internationales. Celles-ci sont souvent précédées de migrations internes, qui peuvent prendre la forme, par exemple, d'un déplacement d'une zone rurale vers la ville. Autre fait, qui pourrait en surprendre plus d'un: les migrations entre pays en développement sont d'une ampleur identique aux migrations des pays en développement vers les pays développés. Beaucoup seront peut-être surpris d'apprendre que la grande majorité des réfugiés – 85 pour cent environ – sont accueillis par des pays en développement.

Le présent rapport traite essentiellement de la migration rurale, qui représente une part très importante des flux migratoires, tant au sein des pays qu'au niveau international. On entend par migration rurale les mouvements qui se font en provenance de zones rurales, à destination de zones rurales, ou entre des zones rurales, que ce soit au sein d'un même pays ou d'un pays vers un autre. Dans de nombreux pays, surtout ceux qui sont moins développés et qui ont encore des populations rurales importantes, les migrations entre zones rurales sont d'une ampleur plus importante que les migrations des zones rurales vers les zones urbaines. De plus, un grand nombre de réfugiés internationaux – au moins 30 pour cent au niveau mondial et plus de 80 pour cent en Afrique subsaharienne – vivent dans les zones rurales de leurs pays d'accueil. Comprendre la migration rurale – son ampleur,

ses caractéristiques, ses facteurs déterminants et ses répercussions – doit donc être une priorité lorsqu'on s'intéresse au développement.

Les migrations rurales sont étroitement liées non seulement à l'agriculture et au développement rural, mais aussi au développement général des sociétés. Ce phénomène a marqué l'histoire et a contribué à transformer des sociétés essentiellement rurales en sociétés plus urbaines. Il a accompagné le transfert graduel de la main-d'œuvre de l'agriculture vers des secteurs plus productifs (secteur manufacturier et services), qui se trouvent généralement en zone urbaine, et a ainsi contribué à l'élévation des revenus et au développement économique, social et humain. Le mouvement des zones rurales vers les villes ou vers d'autres pays reste aujourd'hui une réalité dans de nombreuses sociétés. Dans de nombreux pays à revenu élevé, ce processus a atteint un niveau tel que l'agriculture et les zones rurales sont économiquement viables uniquement dans la mesure où une main-d'œuvre immigrée est disponible.

Il est indiscutable que les migrations rurales offrent des possibilités mais présentent aussi des défis, qu'elles ont des avantages et aussi des coûts, pour les migrants eux-mêmes et pour la société. Migrer, c'est la possibilité de gagner plus, d'accéder à de meilleurs services sociaux et d'améliorer ses moyens d'existence. C'est aussi la possibilité d'une meilleure éducation et d'une meilleure nutrition pour les enfants des migrants. Il peut s'ensuivre des effets bénéfiques pour les familles et les ménages restés dans les zones rurales, qui reçoivent de l'argent des migrants et qui peuvent plus facilement diversifier leurs sources de revenu et améliorer leurs conditions de vie. Les migrations, en apportant de nouvelles ressources productives, de nouvelles compétences et de nouvelles idées, peuvent contribuer à l'élévation des revenus et au développement économique et social général des sociétés. Souvent, malheureusement, ces possibilités ne sont pas à la portée des catégories les plus pauvres, qui n'auront peut-être pas les moyens de faire face au coût élevé d'une migration. Nous ne pouvons fermer les yeux sur les difficultés et les coûts associés aux migrations. Pour les individus, ces coûts peuvent être élevés sur les plans économique, social et personnel. Les migrations peuvent engendrer de graves perturbations pour les familles et les communautés d'origine, d'autant plus lorsqu'elles conduisent à la perte de la partie la plus dynamique de la main-d'œuvre, puisque ce sont généralement les plus jeunes et les plus instruits qui migrent. Les avantages ne l'emportent pas toujours sur les coûts, que ce soit pour ceux qui partent ou pour ceux qui restent.

Enfin, on ne peut non plus ignorer que trop nombreux sont ceux – réfugiés et personnes déplacées dans leur propre pays – qui migrent non pas par choix mais parce qu'ils n'ont pas le choix. L'augmentation du nombre de réfugiés et de déplacés est l'aspect le plus tragique des migrations, et il impose à la communauté internationale de

déployer des efforts résolus pour s'attaquer aux causes de ces déplacements, renforcer la résilience des populations rurales menacées par les catastrophes et les conflits, et aider les pays et les communautés d'accueil à faire face à des afflux qui sont parfois de grande ampleur.

La complexité des mouvements migratoires fait qu'il est difficile de déterminer quelles mesures doivent être prises ou de mettre en place les mesures appropriées. Les facteurs déterminants, les incidences et les avantages des migrations sont très variables et dépendent du contexte. Les migrations rurales appellent des politiques très différentes selon les pays. Certains pays sont des destinations des migrations internationales, d'autres sont à l'origine des flux migratoires, d'autres encore sont des pays de transit, et bon nombre sont simultanément dans deux ou trois de ces situations. Certains pays, qui ont encore de grandes populations rurales, sont une source potentielle de migrations hors des zones rurales, alors que d'autres, qui ont déjà connu de grands exodes ruraux, sont aujourd'hui essentiellement urbanisés. Certains pays qui ont une population rurale importante ou en augmentation – surtout si cette population est jeune – jouissent de la dynamique de développement nécessaire pour créer des emplois; d'autres, englués dans un développement faible et léthargique, peinent face à la pression démographique et ne parviennent pas à offrir des perspectives aux jeunes dans les zones rurales.

Les pays touchés par des crises prolongées sont confrontés à d'énormes difficultés en raison des déplacements de populations et de la fragilisation des moyens d'existence, sans parler de la menace qui pèse sur les vies et sur les biens; d'autres doivent faire face à des afflux parfois massifs de réfugiés et de populations déplacées. Tous ces pays sont dans des situations très différentes et auront des priorités stratégiques différentes face aux mouvements migratoires.

En dehors des migrations forcées provoquées par les situations de crise, il est important de ne pas considérer systématiquement le phénomène migratoire comme un problème auquel il faut trouver une solution. Dès lors, les politiques ne doivent pas avoir pour objectif soit de faire cesser soit de promouvoir les migrations. L'objectif doit plutôt être de faire de celles-ci un choix, et non une nécessité, et de maximiser leurs incidences positives tout en réduisant autant que possible leurs incidences négatives. Dans de nombreuses situations, il est donc judicieux de faciliter les migrations et d'aider les futurs migrants à surmonter les obstacles qu'ils peuvent rencontrer, et ainsi leur permettre de saisir les chances qu'offre la migration. Mais cela signifie aussi qu'il faut proposer d'autres choix aux migrants ruraux potentiels, notamment en favorisant le développement dans les zones rurales ou à proximité de celles-ci. Dans ce contexte, l'approche territoriale du développement défendue dans l'édition 2017 de *La situation mondiale de*

l'alimentation et de l'agriculture peut jouer un rôle clé, en améliorant l'infrastructure et les services dans les petites villes et les zones rurales, en les reliant mieux entre elles et en exploitant le potentiel que recèlent l'agriculture et l'agro-industrie pour le développement au niveau local et à un niveau général.

La première édition de *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture*, en 1947, mettait l'accent sur la reconstruction du système alimentaire mondial après les années de guerre mondiale. Depuis, les conditions de vie se sont beaucoup améliorées dans le monde, notamment grâce à la circulation accrue des marchandises, des personnes et des idées. Lorsque je regarde en arrière, je ne peux m'empêcher de penser que nous sommes à un moment critique de l'histoire où nous risquons de perdre de vue le chemin parcouru. Or, il reste beaucoup à faire pour éliminer la pauvreté et la faim dans le monde. Les migrations ont toujours été indissociables du processus général de développement, et le resteront. J'espère que ce rapport aidera à mieux comprendre comment transformer en chances à saisir les défis inhérents aux migrations rurales et comment maximiser les avantages qu'elles ont à offrir, et ainsi contribuer à éliminer la pauvreté et la faim.



José Graziano da Silva
Directeur général de la FAO

LES MIGRATIONS PARTICIPENT DE L'ÉVOLUTION DES SOCIÉTÉS

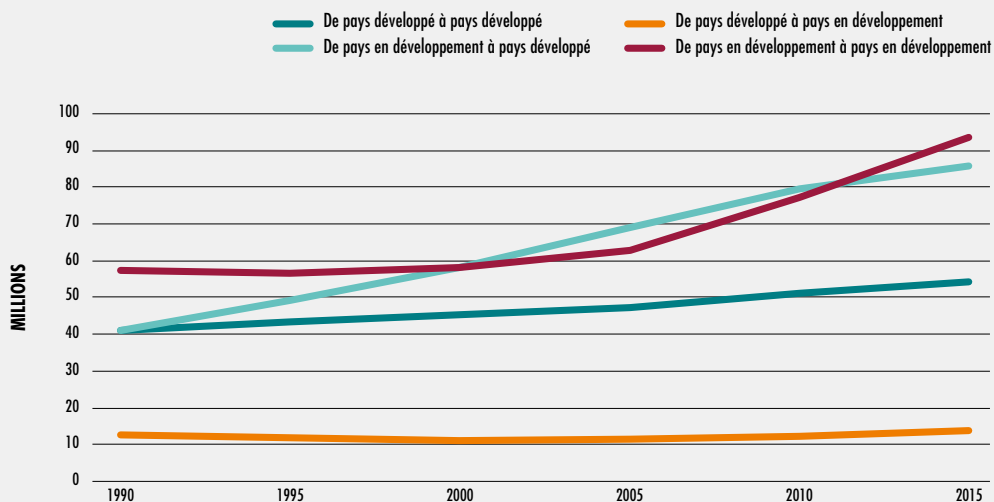
Les migrations font partie intégrante de l'histoire de l'humanité et accompagnent l'évolution des sociétés. La mobilité humaine a toujours été une composante du processus de développement économique, social et humain. À mesure que les sociétés se transforment, les personnes à la recherche de meilleurs débouchés se tournent inévitablement vers d'autres régions du pays dans lequel elles vivent ou vers l'étranger. De fait, les migrations sont considérées, dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD) définis par l'Organisation des Nations Unies, comme l'un des moyens de réduire les inégalités dans les pays et entre les pays.

Les migrations internationales font aujourd'hui l'objet d'une attention particulière. Entre 1990 et 2015, l'effectif des migrants internationaux est passé de 153 millions à 248 millions de personnes. Parmi eux, 25 millions sont des réfugiés qui ont fui des conflits ou des crises. Dans ce contexte, les pays de destination à revenu élevé considèrent de plus en plus souvent les migrations internationales comme porteuses de défis majeurs. Cela dit, il convient de nuancer ce tableau et

de noter que la part des migrants internationaux dans la population mondiale totale était de 3,3 pour cent en 2015 contre 2,9 pour cent en 1990, ce qui ne représente qu'une faible augmentation. En outre, les flux migratoires suivent plusieurs directions et ne vont pas uniquement des pays en développement vers les pays développés.

D'après des données qui portent sur l'année 2015, les migrants internationaux ont été plus nombreux à migrer d'un pays en développement vers un autre pays en développement (38 pour cent de l'effectif total des migrants internationaux) que d'un pays en développement vers un pays développé (35 pour cent de l'effectif total des migrants internationaux). En particulier, les migrations entre régions et entre sous-régions sont une composante clé des schémas migratoires internationaux. Les migrations sous-régionales sont particulièrement importantes en Afrique de l'Ouest et en Asie de l'Ouest, tandis que les migrations intracontinentales prédominent en Asie du Sud et en Afrique centrale. De plus, les migrants qui font l'objet de plus d'attention, à savoir les réfugiés internationaux, sont presque toujours accueillis par des pays en développement (85 pour cent du nombre de réfugiés).

FIGURE 5
MIGRANTS INTERNATIONAUX, PAR ORIGINE ET PAR DESTINATION – 1990, 1995, 2000, 2005, 2010 ET 2015



NOTE: Les données portent sur le stock migratoire international. Voir l'annexe statistique (tableaux A1 et A2) pour des données détaillées par pays.
SOURCE: FAO, d'après des données de l'ONU DAES, 2017.

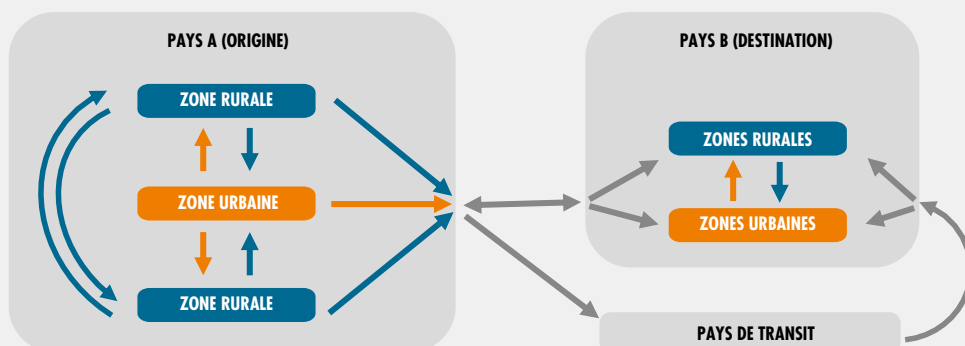
LES MIGRATIONS RURALES JOUENT UN RÔLE CENTRAL DANS LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE

Les migrations qui s'effectuent depuis ou vers une zone rurale, ou entre des zones rurales, sont une composante importante des migrations internationales et des migrations internes. Le transfert de main-d'œuvre des secteurs économiques peu productifs vers les secteurs plus

productifs fait partie intégrante du développement économique.

Les vastes flux migratoires internes étudiés dans le présent rapport laissent à penser que, dans de nombreux pays en développement, la réaffectation des sources de main-d'œuvre contribue à la transformation économique et au développement. Néanmoins, les migrations internes continueront d'être étroitement liées aux migrations

FIGURE 2
REPRÉSENTATION SCHEMATIQUE DES FLUX MIGRATOIRES ÉTUDIÉS DANS LE RAPPORT



NOTE: Les flèches bleues représentent les flux migratoires à partir des zones rurales, les flèches orange les flux migratoires à partir des zones urbaines et les flèches grises les flux migratoires à partir des zones rurales ou des zones urbaines.

SOURCE: FAO.

internationales, car les candidats à la migration sont particulièrement attirés par les débouchés qui existent dans les pays développés à revenu élevé.

Les différents types de migration rurale influent chacun à leur façon sur le processus de transformation économique structurelle. En particulier, la durée des migrations influe de plusieurs manières sur les régions d'origine et sur les régions de destination. Les migrations circulaires sont des déplacements répétés entre une région d'origine et une ou plusieurs régions de destination. Les migrations saisonnières – migrations de courte durée liées aux saisons et aux cycles de

production agricole – sont également fréquentes dans les zones rurales. Les flux migratoires de zone rurale à zone rurale sont encore vastes dans les pays dont le développement est peu avancé. Dans ces pays, les dynamiques démographiques rurales – en particulier la croissance de la population de jeunes ruraux – demeureront un moteur majeur des migrations rurales et soulèveront d'importantes difficultés.

Tous les types de migration rurale ne sont pas liés à des processus de transformation structurelle. De nombreux migrants sont des réfugiés ou des personnes déplacées. Au cours

des 10 dernières années, les crises provoquées par des conflits armés ou par des événements climatiques extrêmes se sont multipliées dans le monde, en conséquence de quoi le nombre de réfugiés et de personnes déplacées a augmenté. En 2016, on dénombrait 66 millions de personnes déplacées de force dans le monde, suite à des persécutions, des conflits, des situations de violence généralisée et des violations des droits de l'homme. Parmi elles, 40 millions étaient des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les autres étant des réfugiés et des demandeurs d'asile. Environ neuf réfugiés sur dix sont accueillis par des pays en développement, mais ce sont souvent les populations rurales qui sont le plus touchées par les retombées. Au niveau mondial, au moins un tiers de la population de réfugiés vit en zone rurale; en Afrique subsaharienne, cette proportion est supérieure à 80 pour cent.

LES MIGRATIONS INTERNES S'EFFECTUENT SOUVENT À PARTIR OU EN DIRECTION D'UNE ZONE RURALE, MAIS SONT ÉGALEMENT LIÉES AUX MIGRATIONS INTERNATIONALES

Dans l'ensemble, les migrations internes sont de bien plus grande ampleur que les migrations internationales et les formes qu'elles revêtent varient en fonction des pays. Il est difficile d'avoir accès à des estimations mondiales détaillées, compte tenu du manque de données disponibles

et de l'hétérogénéité des définitions des migrations internes. Cependant, d'après une estimation, en 2005, l'effectif des migrants internes passés ou présents (personnes ayant vécu dans une localité autre que celle où elles sont nées) était quatre fois supérieur à l'effectif des migrants internationaux passés ou présents.

Dans les pays évalués dans le cadre de l'enquête démographique et sanitaire menée par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), plus de la moitié de la population rurale a migré au moins une fois au niveau interne. Les flux migratoires de zone rurale à zone urbaine sont supérieurs aux flux migratoires de zone urbaine à zone rurale, ce qui signifie que le solde migratoire rural-urbain est habituellement positif. Cependant, les flux migratoires de zone rurale à zone rurale sont supérieurs aux flux migratoires de zone rurale à zone urbaine.

Les migrations internes sont souvent liées aux migrations internationales, souvent dans le cadre d'un processus par étapes. Ainsi, un individu peut dans un premier temps migrer à l'intérieur d'un pays puis, plus tard, à l'étranger (ou inversement). Les données disponibles montrent que les migrants internes sont davantage susceptibles de migrer à l'étranger. En effet, indépendamment des revenus des pays, la part des individus qui prévoient de migrer à l'étranger est plus élevée parmi les migrants internes à horizon de cinq ans que parmi les personnes qui n'ont jamais migré.

LES ENJEUX ET LES PERSPECTIVES MIGRATOIRES DÉPENDENT DE LA SITUATION DES PAYS, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Le présent rapport établit des catégories générales de pays sur la base des déterminants des migrations rurales et des difficultés qu'elles soulèvent.

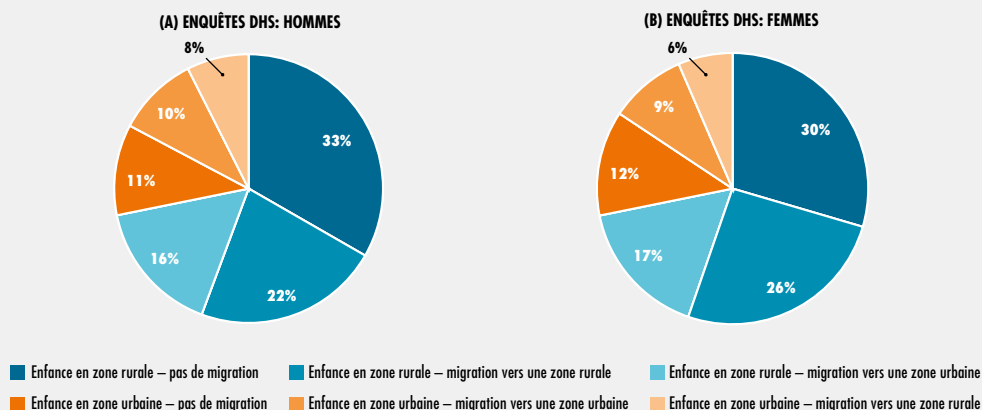
Les pays appartiennent à l'une des cinq

grandes catégories suivantes (certains pays peuvent avoir des caractéristiques qui relèvent de plusieurs catégories):

1. pays fragiles ou en proie à un conflit;
2. pays confrontés à des difficultés en matière d'emploi des jeunes ruraux dans un contexte fragile;
3. pays engagés dans une dynamique de développement qui les rend capables d'intégrer les jeunes dans le marché du travail;

FIGURE 12

PART DES INDIVIDUS QUI ONT MIGRÉ ET DE CEUX QUI N'ONT PAS MIGRÉ, EN FONCTION DU TYPE DE ZONE DANS LEQUEL ILS RÉSIDAIENT PENDANT L'ENFANCE ET DE LEUR SITUATION ACTUELLE (SUR LA BASE D'UN ÉCHANTILLON DE 31 PAYS)



NOTE: Les pays (classés par ordre alphabétique) qui composent l'échantillon sont les suivants (l'année de référence des enquêtes DHS est indiquée entre parenthèses): Afrique du Sud (1998); Bangladesh (2004); Bénin (1996); Brésil (1996); Burkina Faso (2003); Cameroun (2003); Égypte (2003); Éthiopie (2000); Haïti (2000); Jordanie (1997); Kazakhstan (1999); Madagascar (2003-2004); Malawi (2004); Mali (2006); Maroc (2003-2004); Mozambique (2003); Namibie (1992); Népal (2001); Nicaragua (2001); Niger (2006); Nigéria (1999); Ouzbékistan (1996); Paraguay (1990); Pérou (2002-2003); Philippines (2003); République dominicaine (2002); République-Unie de Tanzanie (1999); Sénégal (1992-1993); Togo (1998); Viet Nam (2002); Zambie (1996).

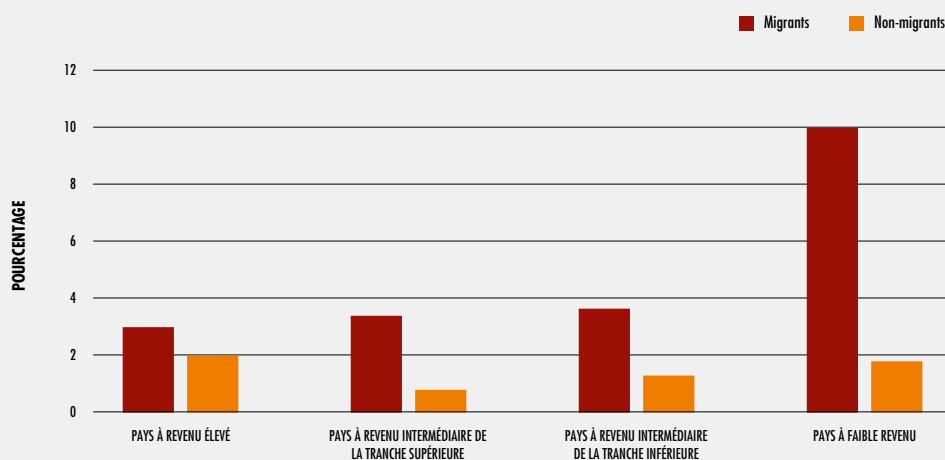
SOURCE: Cattaneo et Robinson, 2018, d'après des données issues des enquêtes DHS, Young, 2013.

4. pays en transition engagés dans un processus de développement économique et de transition démographique et dont l'urbanisation est avancée;
5. destinations auxquelles aspirent les migrants (pays de destination à haut niveau de développement).

Le rapport présente les enjeux, les perspectives et les priorités stratégiques propres à chaque catégorie de pays. Dans des contextes fragiles (conflits ou crises prolongées), les populations

peuvent être contraintes de migrer pour échapper au danger. Ce type de migration pose des difficultés considérables dans les régions d'origine et dans les régions de destination. Les pays confrontés à des difficultés en matière d'emploi des jeunes ruraux comptent une large part de jeunes ruraux dans leur population, ou voient la part de jeunes ruraux augmenter par rapport à leur population totale, mais leur développement n'est pas suffisant pour permettre d'intégrer les nouveaux arrivants sur le marché du travail.

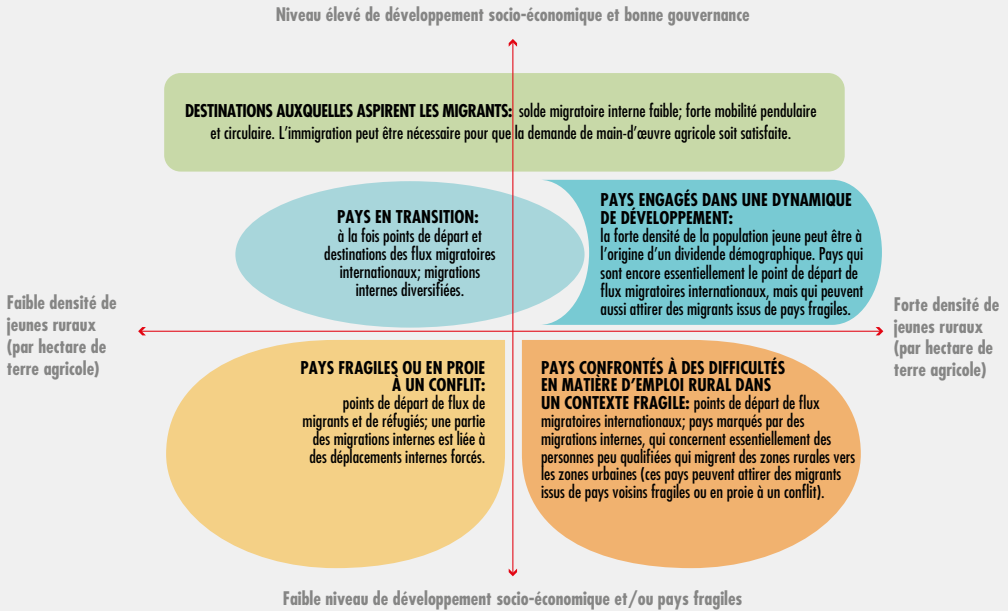
FIGURE 9
 PART DE LA POPULATION QUI PRÉVOIT DE MIGRER À L'ÉTRANGER AU COURS DES 12 MOIS SUIVANTS, PAR GROUPE DE PAYS (CLASSÉS EN FONCTION DE LEUR NIVEAU DE REVENU) ET SELON QUE LES INDIVIDUS ONT DÉJÀ MIGRÉ AU NIVEAU INTERNE OU NON (MIGRANTS OU NON-MIGRANTS) (2013)



NOTE: Sur la base d'échantillons représentatifs au niveau national (138 pays). Les individus qui ont migré à l'intérieur de leur pays au cours des cinq années précédentes sont désignés par le terme «migrants», les autres par le terme «non-migrants». Voir l'annexe statistique (tableau A5) pour des données détaillées par pays.

SOURCE: FAO, d'après des données issues du sondage mondial de Gallup (2017).

FIGURE 3
 TYPOLOGIE DES PROFILS DE PAYS FONDÉE SUR LES FACTEURS QUI SOUS-TENDENT LES MIGRATIONS RURALES (DÉVELOPPEMENT, GOUVERNANCE ET DYNAMIQUES DÉMOGRAPHIQUES RURALES)



SOURCE: FAO, d'après des données de FAOSTAT, 2018; de l'ONU DAES, 2017; et du PNUD, 2018.

Cette situation est typique de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, où l'urbanisation ne va pas de pair avec un développement comparable du secteur manufacturier et des services modernes, et où les travailleurs qui abandonnent l'agriculture à faible productivité se tournent essentiellement vers les services informels à faible productivité, que l'on trouve généralement dans des zones urbaines. Compte tenu des prévisions qui tablent

sur une forte croissance de la population de jeunes ruraux en Afrique subsaharienne au cours des prochaines décennies, le problème de l'emploi des jeunes ruraux ira en s'aggravant. Les pays engagés dans une dynamique de développement comptent eux aussi une population élevée de jeunes ruraux, mais ils ont les moyens de leur ouvrir des débouchés professionnels et de tirer parti de cette manne démographique. Les pays en transition ont connu de

grandes avancées qui les rendent en passe de devenir des destinations auxquelles aspirent les migrants, c'est-à-dire des pôles d'attraction pour les migrants internationaux.

Les politiques menées dans les pays de destination visent de plus en plus à faire face à l'augmentation du nombre de migrants internationaux.

Les décideurs estiment que promouvoir le développement des pays d'origine des migrants permettra de réduire les flux migratoires.

Le développement des pays d'origine des migrants constitue effectivement un objectif, mais un objectif à part entière. De plus, il convient de souligner que rien ne permet d'affirmer que le développement de ces pays se traduira systématiquement par une diminution des flux d'émigration internationale sur le court et le moyen termes. Il pourrait même avoir l'effet inverse. Les données disponibles montrent que, dans les pays à faible revenu et dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le développement et l'augmentation des revenus entraînent, dans un premier temps, une augmentation de l'émigration, laquelle ne commence généralement à diminuer que lorsque les pays atteignent le statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Ce processus s'étale en règle générale sur plusieurs décennies. Le développement doit par conséquent être considéré comme un objectif à part entière, et non simplement comme un moyen de réduire l'émigration.

IL EST NÉCESSAIRE DE CONNAÎTRE LES CAUSES DES MIGRATIONS POUR ÉLABORER DES STRATÉGIES VISANT À AMÉLIORER LES MOYENS D'EXISTENCE ET À ASSURER UNE TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE INCLUSIVE

Les migrations résultent de la répartition inégale des débouchés.

Les migrations rurales sont principalement motivées par les inégalités en matière de débouchés professionnels et d'accès aux services publics. Les disparités en matière de productivité – et les écarts de revenus qui en résultent – entre l'agriculture et les autres secteurs économiques, comme le secteur manufacturier et le secteur des services, sont un moteur de l'exode rural. De manière générale, les écarts en matière de productivité, de salaires et de débouchés professionnels entre les zones rurales et les zones urbaines et entre les différentes zones rurales sont à l'origine de l'exode rural et des migrations de zone rurale à zone rurale, respectivement. En outre, dans les zones rurales des pays en développement, le manque de services publics et d'infrastructures incitent souvent les populations à migrer.

Les disparités environnementales peuvent avoir des incidences sur les flux migratoires ruraux, notamment à cause de leurs effets sur la productivité agricole. Les facteurs démographiques sont un autre facteur clé des migrations, en particulier lorsqu'ils sont associés à

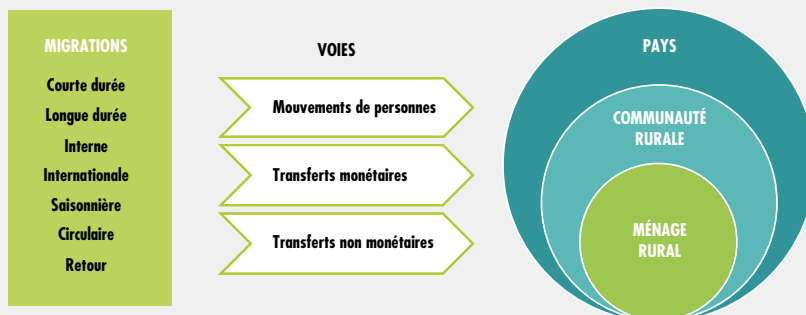
d'autres facteurs, comme le caractère limité des ressources naturelles. Dans les pays dont la population compte de nombreux jeunes ruraux, ces limitations et la pénurie de terres agricoles sont susceptibles d'inciter nombre de jeunes ruraux en quête de nouveaux débouchés à migrer dans les villes et à l'étranger, sauf si des emplois sont créés dans les zones rurales ou à proximité. La pénurie de terres devrait s'aggraver dans la région Afrique subsaharienne et dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. En Asie du Sud, la pénurie de terres est particulièrement forte, mais devrait s'accroître dans une moindre mesure que dans les deux autres régions.

Pour déterminer les mesures à prendre, il est indispensable de connaître les facteurs qui sous-tendent les migrations. Différents facteurs peuvent entraver les migrations. De nombreuses personnes sont dissuadées par les coûts de la migration, surtout lorsque la destination est lointaine. Ces coûts sont d'ordre financier mais aussi psychologique, social et culturel. Cela dit, les migrations peuvent constituer des stratégies de gestion des risques pour les ménages ruraux, dans la mesure où elles les rendent moins dépendants des revenus agricoles (qui sont précaires) et diversifient leurs sources de moyens d'existence. Les communautés de migrants qui se forment dans les régions de destination peuvent contribuer à faciliter les migrations rurales, car elles atténuent les coûts sociaux et culturels des migrations et permettent aux migrants d'obtenir les informations dont

ils ont besoin. Ce rôle peut également être rempli par les agences de recrutement (formelles ou informelles), qui aident les migrants à trouver un emploi et à effectuer les démarches administratives requises.

Les cadres juridiques et les politiques publiques peuvent encourager ou dissuader les individus de migrer de diverses manières. D'un point de vue juridique, des régimes fonciers défaillants peuvent dissuader les candidats à la migration de quitter les zones rurales. De même, la législation du travail – salaire minimum, par exemple – et les lois visant à lutter contre la discrimination peuvent influencer sur les migrations et le choix de la destination. Du point de vue des politiques, les mesures qui bénéficient le plus à l'agriculture sont celles qui mettent la mécanisation au service de la productivité agricole et qui favorisent ainsi le transfert de la main-d'œuvre agricole vers d'autres secteurs. En vue de compenser le départ des travailleurs agricoles, il convient de promouvoir le développement des territoires agricoles et ainsi de favoriser l'expansion des systèmes alimentaires et la création d'emplois non agricoles dans les zones rurales. En effet, permettre aux individus d'accroître leurs revenus et de diversifier leurs moyens d'existence sans s'éloigner de leur région d'origine peut se traduire par une diminution de l'émigration rurale. Cependant, les mesures de ce type risquent également d'alimenter les migrations, car l'accroissement des revenus qui en

FIGURE 24
VOIES D'IMPACT DE LA MIGRATION



SOURCE: FAO.

résulte facilite le départ des candidats à la migration.

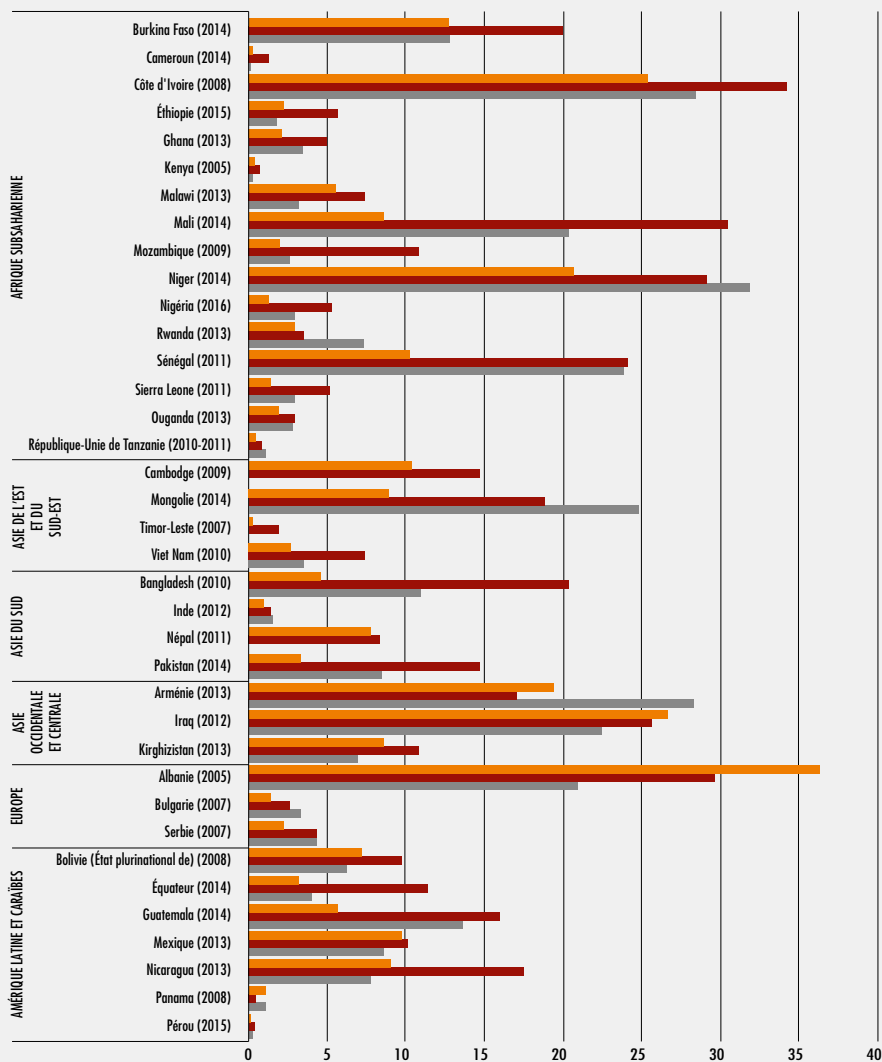
Dans ce contexte, les incidences des politiques sociales et des politiques de l'emploi sur les migrations varient en fonction des régions et des contextes. La protection sociale peut dissuader les individus de migrer lorsqu'il est indispensable de résider dans les zones rurales pour en bénéficier. En revanche, si les bénéficiaires sont contraints de prendre en charge les coûts des migrations en raison de financements insuffisants, des transferts de fonds inconditionnels peuvent être mis en place pour les aider à migrer. Les politiques en matière de crédit peuvent également influencer sur la migration des ménages disposant de peu de ressources financières ou de peu de liquidités.

LES MIGRATIONS PEUVENT AVOIR DIVERSES INCIDENCES SUR LES ZONES RURALES

Les migrations, quelle que soit la forme qu'elles revêtent, ont des effets tant sur les régions d'origine que sur les régions de destination. Les migrations rurales, en particulier l'émigration rurale, sont susceptibles d'avoir des incidences profondes sur le développement rural et la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que sur la pauvreté. Ces incidences sont de trois ordres. Premièrement, le départ d'un migrant a des conséquences sur le ménage auquel il appartient – ce dernier perd un travailleur et voit sa composition changer – et sur les marchés de l'emploi rural.

FIGURE 28
PART DES REVENUS AGRICOLES DANS LES REVENUS TOTAUX DES MÉNAGES RURAUX RECEVANT DES ENVOIS DE FONDS INTERNATIONAUX

■ Part des revenus agricoles supérieure ou égale à 30 pour cent du total des revenus ■ Part des revenus agricoles inférieure à 30 pour cent du total des revenus ■ Aucun revenu agricole



SOURCE: FAO, 2018.

POURCENTAGE

Deuxièmement, les fonds envoyés par les migrants peuvent influencer sur les modes de consommation et sur les moyens d'existence des communautés rurales d'origine. Troisièmement, les migrants peuvent effectuer des transferts non monétaires, ou transferts d'ordre «social» (idées, compétences et nouveaux modèles sociaux). Les incidences de l'émigration rurale se font ressentir à différents niveaux. Elles sont immédiates sur les ménages d'origine, mais touchent également les communautés rurales d'origine et les sociétés au sens large par effet de ricochet. Les effets sur les ménages et les sociétés peuvent être négatifs ou positifs, en fonction des types de migration, des caractéristiques des migrants et des contextes migratoires.

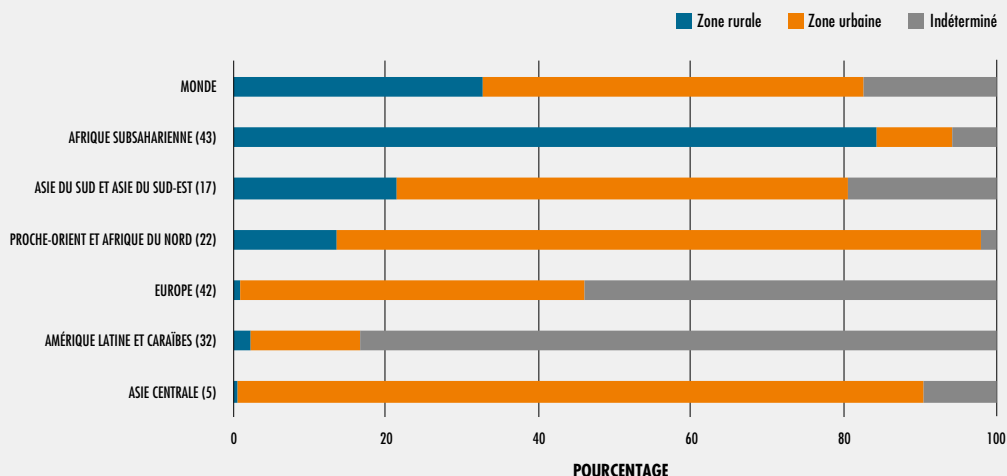
Les incidences des migrations sur les ménages d'origine sont fortes, mais hétérogènes. Les ménages agricoles peuvent avoir des difficultés à faire face à la perte de travailleurs au sein de la famille si ces derniers ne peuvent être remplacés. La perte d'un travailleur peut faire baisser la production agricole et non agricole du ménage et peut inciter les ménages agricoles à se tourner vers des activités agricoles et non agricoles qui nécessitent moins de main-d'œuvre. Dans le même temps, les fonds envoyés par les migrants peuvent aider les ménages qui possèdent peu de liquidités à investir dans de nouvelles technologies. Parce qu'ils permettent de diversifier les revenus, les envois de

fonds constituent une assurance contre le risque et peuvent inciter les ménages à utiliser des techniques de production agricole plus rentables ou à mener des activités commerciales non agricoles. Au bout du compte, les incidences des migrations sur les ménages auxquels appartiennent les migrants dépendent des effets nets de la perte de main-d'œuvre familiale et des effets positifs des envois de fonds. L'effet net réel est fonction des lieux et des circonstances.

Les migrations peuvent également avoir des conséquences sur la division du travail au sein des ménages en fonction du sexe et de l'âge. L'émigration masculine fait souvent augmenter la charge de travail agricole qui incombe aux femmes mais peut également donner aux femmes davantage de pouvoir de décision. Cependant, cette «féminisation» de l'agriculture ne s'observe pas partout dans le monde et, dans de nombreuses sociétés, l'émigration est davantage le fait des femmes que des hommes.

Les incidences indirectes des migrations rurales peuvent aller au-delà des ménages d'origine et concerner les communautés et les sociétés au sens large. Les effets positifs de l'émigration peuvent concerner l'ensemble des communautés rurales: l'émigration fait augmenter les salaires locaux et les fonds envoyés par les migrants servent à acquérir des biens locaux et sont investis dans l'économie locale, ce qui se traduit par une augmentation des revenus et de l'emploi.

FIGURE 18
RÉPARTITION DES RÉFUGIÉS PAR TYPE DE ZONE, DANS LE MONDE ET POUR DIFFÉRENTES RÉGIONS (2016)



NOTE: Le nombre de pays qui composent chaque région est indiqué entre parenthèses. L'estimation mondiale comprend l'Amérique du Nord (2) et l'Océanie (8). Voir l'annexe statistique (tableau A6) pour des données détaillées par pays.

SOURCE: FAO, d'après des données du HCR, 2017, annexe (tableau 19).

Du point de vue des ménages d'origine des migrants, ces effets d'entraînement sont susceptibles d'être de plus grande ampleur que les effets directs des migrations. Les migrants peuvent également contribuer au développement général des communautés rurales au moyen de transferts monétaires et de leur participation à des projets de développement communautaire. Les migrants de retour apportent également une contribution positive au développement des communautés locales.

Les migrations forcées dues à des crises prolongées entravent les moyens d'existence ruraux et menacent la sécurité alimentaire et la nutrition tant dans les régions d'origine que dans les régions de destination.

Les déplacements massifs de population et les pertes d'actifs qui en résultent peuvent avoir de graves répercussions sur le développement économique, notamment dans les régions rurales, non seulement dans les pays ou localités d'origine mais aussi dans les localités et

pays hôtes, ces derniers étant la plupart du temps des pays en développement. En règle générale, les crises prolongées touchent majoritairement des populations rurales dont les moyens d'existence dépendent dans une large mesure de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture. Les crises prolongées perturbent les systèmes alimentaires et les moyens d'existence ruraux dans les communautés d'origine. Leurs répercussions se font ressentir dans toute la chaîne de valeur alimentaire, de la production à la commercialisation. Il peut cependant s'avérer difficile de distinguer les effets des migrations proprement dites des effets des crises qui ont provoqué le déplacement des populations.

L'afflux massif de réfugiés et de personnes déplacées peut représenter un défi considérable pour les pays et localités hôtes. Il peut notamment épuiser les capacités des marchés alimentaires locaux et limiter l'accès aux services de base. Les faits montrent néanmoins que favoriser l'intégration des réfugiés dans les économies locales peut bénéficier à tous. Lorsque l'arrivée des personnes déplacées est bien encadrée, les économies locales peuvent s'en trouver renforcées, étant donné que les migrations permettent de remédier aux pénuries de main-d'œuvre, favorisent la diffusion des connaissances ainsi que la demande de biens et de services locaux.

Les immigrants jouent un rôle crucial à l'appui de l'agriculture et des zones

rurales des pays développés de destination. Dans de nombreux pays développés dont les zones rurales se dépeuplent, les migrations internationales peuvent contribuer au développement des zones rurales dans la mesure où elles permettent de remédier aux pénuries de main d'œuvre agricole. En Amérique du Nord et en Europe, par exemple, les travailleurs étrangers sont essentiels à la production agricole. Cependant, les droits des travailleurs sont rarement protégés et les conditions de travail des migrants sont souvent mauvaises. Souvent, dans de nombreuses régions rurales, les travailleurs agricoles occupent des emplois informels, sont rémunérés en dessous du minimum légal et sont exploités. Offrir des conditions de travail décentes aux travailleurs agricoles migrants bénéficie aussi bien aux migrants qu'aux pays hôtes.

RENDRE LES MIGRATIONS BÉNÉFIQUES À TOUS

Il convient d'élaborer des politiques qui optimisent les avantages des migrations rurales et qui réduisent leurs risques

L'enjeu pour les décideurs est d'optimiser les avantages des migrations rurales tout en réduisant au minimum leurs risques. Dans la mesure du possible, la décision de migrer doit être prise librement par les individus, lesquels devraient pouvoir choisir, en connaissance de cause, entre différentes possibilités bien réelles. S'agissant des migrations rurales, il convient à cet égard de favoriser le

développement de moyens d'existence ruraux avantageux. Il est également nécessaire d'éliminer les obstacles aux migrations rurales et de permettre aux individus de migrer de manière légale ainsi que de développer le capital humain dans les zones rurales au moyen de formations et du renforcement des capacités, de manière à donner la possibilité aux candidats à la migration de tirer parti des débouchés qui existent. Il faut en outre prévenir les crises qui provoquent des migrations forcées et limiter leurs répercussions sur les migrants et sur les communautés hôtes.

Les difficultés auxquelles sont confrontés les pays s'agissant des migrations rurales varient en fonction de leur niveau de développement

► *Les pays engagés dans une dynamique de développement*, même s'ils comptent de nombreux jeunes dans leur population rurale, peuvent mener des politiques axées sur la création d'emplois dans les chaînes de valeur agricoles et sur le développement de centres urbains régionaux en vue d'ouvrir des débouchés aux ruraux à proximité immédiate de leur lieu de résidence. Favoriser le renforcement du capital humain dans les zones rurales aide les jeunes ruraux à exploiter de nouvelles possibilités. Il est également important d'informer les candidats à la migration au sujet des débouchés qui existent hors de leur région d'origine et de leur apporter un appui en vue de faciliter les migrations.

- *Les pays confrontés à des difficultés en matière d'emploi des jeunes dans un contexte fragile*, dont le niveau de développement n'est pas suffisant pour permettre l'intégration des nouveaux arrivants sur le marché du travail, doivent promouvoir les moyens d'existence et ouvrir des débouchés aux jeunes ruraux ainsi que soutenir la production dans les régions d'émigration. Au terme d'une crise, ils doivent en outre apporter un appui aux migrants de retour et aux communautés d'origine.
- *Les pays fragiles ou en proie à un conflit*, qui sont souvent en proie à une crise prolongée, doivent avant tout répondre aux besoins des migrants et des communautés hôtes et promouvoir des mesures préventives. L'agriculture doit constituer une priorité, car ce sont généralement les zones rurales qui souffrent le plus des crises, d'autant qu'elles accueillent un grand nombre de réfugiés.
- *Les pays en transition*, qui se situent à un niveau de développement intermédiaire, sont en cours d'urbanisation et sont engagés dans un processus de transition démographique du fait de la diminution de leur taux de natalité. Ils peuvent mettre les politiques proposées ci-avant au service de la création d'emplois. Cependant, dans les pays de cette catégorie, il peut être nécessaire de mener des politiques qui visent tout particulièrement à accroître la mobilité de la main-d'œuvre et qui, à cette fin, font

tomber les obstacles aux migrations rurales et favorisent le développement de l'enseignement et des services dans les zones rurales avant que le dépeuplement ne prenne de l'ampleur.

- ▶ Les *pays de destination (destinations auxquelles aspirent les migrants)* doivent faire face aux difficultés posées par la mauvaise intégration des migrants et le manque de cohésion sociale, qui risquent de limiter les perspectives des immigrés et donc leur contribution. Les pays de cette catégorie doivent protéger les droits des immigrés et favoriser leur intégration sociale et économique. Pour faciliter ce processus, il convient de coopérer avec les pays d'origine, par exemple en concluant des accords bilatéraux qui encouragent les migrations temporaires ou saisonnières.

La situation des pays évoluera au fil du temps. Les pays n'ont pas un statut unique, à savoir pays hôtes, pays de transit ou pays de destination, mais appartiennent plutôt à deux de ces catégories, voire aux trois. De même que les pays européens, qui, après avoir longtemps été la source de flux d'émigration, sont désormais la destination de flux d'immigration, les pays émergents deviendront probablement des plateformes régionales vers lesquels migreront un nombre croissant d'individus à mesure que les pays se développeront. Cette prévision vaut tout particulièrement au regard du rythme rapide de la croissance

démographique à l'œuvre dans de nombreux pays en développement, des capacités d'absorption limitées dans les pays développés et de l'importance des migrations intrarégionales. À mesure que s'accroîtront les écarts de revenus entre les pays en développement, les pays dont les revenus sont les plus élevés attireront des migrants originaires des pays voisins moins avancés. Ce phénomène influera sur l'élaboration des stratégies de développement nationales et régionales.

AMÉLIORER LA CONTRIBUTION DES MIGRATIONS AU DÉVELOPPEMENT

Il importe d'accroître la contribution des migrants au développement des régions rurales d'origine, contribution qui prend notamment la forme d'envois de fonds. À cette fin, des actions peuvent être menées dans plusieurs domaines. Par exemple, on peut réduire le coût de l'envoi de fonds dans les régions d'origine et encourager les populations à investir les fonds reçus dans les zones rurales (notamment au moyen de fonds de contrepartie).

La facilitation des migrations circulaires et saisonnières – internes et internationales – peut contribuer à l'augmentation des revenus des ruraux. En outre, la mise en place d'un environnement favorable au commerce et à l'investissement et la promotion de l'intégration des migrants dans les marchés du travail locaux sont des

moyens d'améliorer la contribution des migrants de retour au développement des zones rurales. Enfin, il est important d'assurer la cohérence des politiques migratoires et de coopérer dans ce domaine, entre secteurs, acteurs et niveaux de gouvernement ainsi qu'entre pays. Le Pacte mondial sur les migrations et le Pacte mondial sur les réfugiés ont un rôle fondamental à jouer à cet égard.

Les migrations rurales demeureront une composante essentielle des processus de développement économique et social. Pour que le développement soit mené à bien et bénéficie aux migrants, aux régions d'origine et aux régions de destination, il est essentiel d'élaborer des politiques claires et cohérentes qui portent sur les migrations et sur le développement rural au sens large.

2018

LA SITUATION MONDIALE DE L'ALIMENTATION ET DE L'AGRICULTURE

MIGRATIONS, AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Les migrations sont un phénomène mondial en expansion qui concerne des millions de personnes en quête d'un avenir meilleur. Elles sont porteuses de défis pour les migrants eux-mêmes et pour les sociétés, aussi bien dans les régions de départ que dans les régions d'arrivée. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2018* analyse les flux migratoires internes et internationaux et leurs liens avec le développement économique, l'évolution démographique et les pressions exercées sur les ressources naturelles. L'accent est mis sur les migrations rurales, les nombreuses formes qu'elles revêtent et le rôle important qu'elles jouent tant dans les pays en développement que dans les pays développés.

Le rapport aborde également la question des facteurs de migration et des incidences des migrations rurales et montre que les priorités des pays dépendent de leur situation, elle-même en constante évolution. Ces priorités ne sont pas les mêmes dans les pays en proie à une crise prolongée, dans les pays où le chômage sévit parmi les jeunes ruraux, dans les pays en transition économique et démographique et dans les pays développés qui ont besoin d'une main-d'œuvre immigrée, notamment pour soutenir l'agriculture et l'économie rurale.

